

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Ministère de l'Écologie,
du Développement durable, des transports et du
logement
Secrétariat général
Direction des ressources humaines
Service de gestion du personnel
Département des études, des rémunérations
et de la réglementation
Bureau de la politique de rémunération

NOR : DEVK1112026N

(Texte non paru au journal officiel)

Note de gestion relative à la mise en oeuvre de l'ITM

La ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement

Pour exécution : liste des destinataires *in fine*

Pour information : liste des destinataires *in fine*

Textes de référence :			
<ul style="list-style-type: none">• décret n°2008-369 du 17 avril 2008 portant création d'une indemnité temporaire de mobilité • arrêté NOR DEVK1109539A du 5 avril 2011 déterminant les emplois du ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement et les emplois de direction départementale interministérielle supportés budgétairement par le ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, susceptibles de donner lieu à l'attribution de l'indemnité temporaire de mobilité instituée par le décret n°2008-369 du 17 avril 2008			
Texte abrogé : note du du 22 septembre 2009			
Date de mise en application :			
Pièces annexes :			
Publication	<input checked="" type="checkbox"/> BO	<input type="checkbox"/> Site circulaires.gouv.fr	<input type="checkbox"/> Non publiée

La présente note a pour objet de présenter les modalités de mise en oeuvre de l'arrêté du 5 avril 2011 définissant la liste des emplois du ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement ouvrant droit à l'attribution de l'indemnité temporaire de mobilité (ITM) instituée par le décret n°2008-369 du 17 avril 2008. Elle annule et remplace la note du 22 septembre 2009.

I – Rappel du dispositif :

Cette indemnité vise à encourager la mobilité des agents sur des postes pour lesquels il existe des difficultés particulières de recrutement. Elle est versée aux agents titulaires, contractuels à durée indéterminée ou ouvriers des parcs et ateliers qui effectuent une mobilité fonctionnelle ou géographique (article 1er du décret n°2008-369 précité) affectés sur un poste vacant dont la publication mentionne l'ouverture du droit à l'ITM.

L'ITM ne peut être attribuée aux agents dont l'emploi constitue leur première affectation dans l'administration.

L'arrêté du 5 avril 2011 s'applique pour les emplois de direction départementale interministérielle supportés budgétairement par le ministère quelle que soit l'administration d'origine de l'agent et les postes dans les services du MEDDTL.

Pour percevoir l'ITM, l'arrêté d'affectation d'un agent éligible devra porter la mention « ouvre droit à l'indemnité temporaire de mobilité ».

II – Contexte :

Ce dispositif a été mis en place au ministère par arrêté du 27 juillet 2009. Il a connu une évolution au terme de deux années d'application, évolution résultant de la décision du Conseil d'Etat du 4 octobre 2010 d'annuler l'article 1er de l'arrêté précité qui conditionnait l'octroi de l'ITM à une affectation de l'agent hors du département de la précédente résidence administrative. En conséquence, il est apparu nécessaire d'abroger cet arrêté et de le remplacer par un nouveau texte réglementaire.

Ce nouvel arrêté du 5 avril 2011 distingue deux périodes :

- d'une part, les affectations intervenues au plus tard le 30 juin 2011 (cf. II point 1),
- d'autre part, les affectations à compter du 1er juillet 2011 et jusqu'au 29 février 2012 permettant de retenir une liste de postes actualisée au regard de la vacance nouvellement constatée sur un périmètre plus resserré compte tenu de l'assouplissement des conditions d'éligibilité (cf. II point 2).

1 - Les affectations jusqu'au 30 juin 2011 :

La liste des emplois cités en annexe 1 de l'arrêté de 5 avril 2011 est une reconduction de la liste précédemment annexée à l'arrêté du 27 juillet 2009 (actualisée au regard des nouvelles dénominations des services faisant suite aux réorganisations).

La date du 30 juin 2011 permettra de prendre en compte les affectations intervenues depuis l'entrée en vigueur du dispositif.

Les agents affectés sur un des emplois figurant dans l'annexe 1 de l'arrêté précité qui ont effectué leur mobilité au sein du département de leur précédente résidence administrative sont éligibles à l'ITM sous réserve de répondre aux conditions énoncées dans le décret du 17 avril 2008.

Les demandes de régularisation doivent être adressées, par la voie hiérarchique, au bureau de la politique de rémunération (SG/DRH/DERR/DERR2). Un nouvel arrêté ou une décision devra être pris précisant l'ouverture du droit à l'ITM.

J'appelle votre attention sur les emplois des pôles supports intégrés (PSI). Les emplois éligibles sont ceux des unités de gestion administrative et paye tel que précisé dans l'instruction du 10 mars 2009 relative à l'intégration (mutualisation ministérielle) de la filière « gestion administrative et paye ».

2 - Les affectations entre le 1er juillet 2011 et le 29 février 2012 :

Les emplois figurant en annexe 2 ont été retenus au regard de la cartographie de la vacance récemment constatée, notamment en DREAL et DDT pour la catégorie A, dans les directions régionales et interdépartementales d'Ile-de-France pour la catégorie B.

Les emplois relevant des projets spécifiques, relocalisation de services sur le site de Sourdon, mise en place des PSI/GA-PAYE et des centres de prestations comptables mutualisés (CPCM) sont toujours éligibles à l'ITM.

La période retenue couvre deux cycles de mutation (1^{er} septembre – 1^{er} janvier). Un nouvel arrêté devrait actualiser la liste des emplois éligibles pour les cycles suivants, l'objectif étant de s'orienter, à l'automne, vers une annualisation du dispositif.

III) – Montant et versement :

Le montant de l'ITM est fixé à 10 000 € hormis pour les emplois des PSI/GA-PAYE et des CPCM pour lesquels, à compter du 1^{er} juillet 2011 le taux de l'indemnité a été fixé à 7 000 € quelle que soit la catégorie de l'agent.

L'indemnité est fractionnée et le versement intervient en trois fois sur une période de 3 ou 4 ans selon la nature des emplois éligibles : 40 % lors de l'affectation sur le nouveau poste, 20 % au terme d'une durée égale à la moitié de la période de référence et 40 % au terme de la période de référence. Cependant compte tenu du caractère rétroactif de certaines demandes à traiter (agents affectés dès 2009), les deux premières tranches pourront faire l'objet d'un seul versement.

Le versement doit être effectué en paye sans ordonnancement préalable (PSOP) avec le code indemnité 1507.

L'indemnité cesse d'être versée si l'agent quitte l'emploi éligible avant le terme de la période de référence définie initialement.

Pour les agents ayant déjà perçu la première tranche du versement, la mise en œuvre d'un nouvel arrêté ne leur ouvre pas droit à un nouveau versement d'ITM : ils restent sur le calendrier initial de versement sans changement.

L'ITM est soumise à l'impôt sur le revenu et aux contributions et cotisations sociales.

Pour les agents affectés à la suite d'un arrêté de leur ministère d'origine sur les postes éligibles, il convient de prendre un arrêté spécifique ouvrant droit à l'ITM. A cet effet, vous voudrez bien adresser les documents nécessaires au bureau de la politique de rémunération (SG/DRH/DERR/DERR2) qui les transmettra au bureau compétent de la DRH.

Par ailleurs, pour le versement de l'ITM, il convient de retenir la procédure suivante :

- dans le cadre d'une délégation de gestion : l'agent reste payé par son ministère d'origine sur des crédits du MEDDTL. C'est donc à celui-ci de lui verser l'ITM. Dans ces conditions, il convient d'adresser l'arrêté ouvrant droit à l'ITM au bureau de paie du MAAPRAT ou du MEIE,
- en situation de paie directe : l'agent est pris en charge budgétairement sur le programme 217. C'est le PSI du service d'accueil qui lui versera l'ITM.

Le bureau de la politique de rémunération reste à votre disposition pour toute difficulté éventuelle d'application.

Pour la Ministre et par déléguation,
La directrice des ressources humaines

Hélène EYSSARTIER

Fait le - 2 MAI 2011

Destinataires

- Madame et messieurs les Préfets de région,**
- Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL)
- Direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement d'Ile de France (DRIEA)
- Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Ile de France (DRIEE)
- Direction régionale et interdépartementale de l'habitat et du logement d'Ile de France (DRIHL)
- Directions inter-régionales de la mer (DIRM),
- Directions de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) (Outre-Mer)
- Directions de la mer (DM) (Outre-Mer)
- Centres d'études techniques de l'équipement (CETE)
- Services de la navigation (SN)

- Mesdames et messieurs les Préfets de départements,**
- Directions départementales des territoires et de la mer (DDTM),
- Directions départementales des territoires (DDT)
- Direction de la mer Sud Océan Indien (Mayotte)
- Directions des territoires, de l'alimentation et de la mer (DTAM) (Saint Pierre et Miquelon),
- Directions départementales de la protection des populations (DDPP)
- Directions départementales de la cohésion sociale (DDCS)
- Directions départementales de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP)

- Messieurs les Préfets coordonnateurs des itinéraires routiers,**
- Directions interdépartementales des routes (DIR)

- Mesdames les directrices, messieurs les directeurs :**
- Centres de valorisation des ressources humaines (CVRH)
- École nationale des travaux publics de l'Etat (ENTPE)
- École nationale des ponts et chaussées (ENPC)
- École nationale des techniciens de l'équipement (ENTE)
- Centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques (CERTU)
- Centre d'études des tunnels (CETU)
- Centre national des ponts de secours (CNPS)
- Service d'études sur les transports, les routes et leurs aménagements (SETRA)
- Service technique des remontées mécaniques et des transports guidés (STRMTG)
- Centre d'études techniques maritimes et fluviales (CETMEF)
- Centre de prestations et d'ingénierie informatique (CPII)
- Laboratoire central des ponts et chaussées (LCPC)
- Bureau d'enquêtes sur les accidents de transport terrestre (BEA-TT)
- Bureau d'enquêtes et d'analyses pour la sécurité de l'aviation civile (BEA Air)
- Bureau d'enquêtes sur les événements de mer (BEA mer)
- Délégation à l'action foncière et immobilière (DAFI)
- Institut de formation de l'environnement (IFORE)
- Centre d'évaluation, de documentation et d'innovation pédagogiques (CEDIP)
- Armement des phares et balises (APB)
- Etablissement national des invalides de la marine (ENIM)
- Institut géographique national (IGN)
- Direction des services de la navigation aérienne (DSNA)

- Direction de la sécurité de l'aviation civile (DSAC)
- Service technique de l'aviation civile (STAC)
- Service d'exploitation de la formation aéronautique (SEFA)
- Service national d'ingénierie aéroportuaire (SNIA)
- Centre d'exploitation, de développement et d'études du réseau d'information de gestion (CEDRE)
- Service de gestion des taxes aéroportuaires (SGTA)
- Service central d'hydrométéorologie et d'appui à la prévision des inondations (SCHAPI)
- Service technique de l'énergie électrique et des grands barrages et de l'hydraulique (STEEGBH)
- Bureau d'études techniques et de contrôle des grands barrages (BETCGB)

Administration centrale du MEDDTL

- Madame la Commissaire générale au développement durable, Déléguée interministérielle au développement durable
- Monsieur le Directeur général des infrastructures, de transports et de la mer
- Monsieur le Directeur général de l'aviation civile
- Madame la Préfète, Déléguée à la sécurité et à la circulation routières
- Monsieur le Directeur général de l'aménagement, du logement et de la nature
- Monsieur le Directeur général de l'énergie et du climat
- Monsieur le Directeur général de la prévention des risques
- Monsieur le Vice-président du Conseil général de l'environnement et du développement durable
- Madame la directrice des ressources humaines
- Monsieur le directeur des affaires juridiques
- Madame la directrice de la communication
- Monsieur le directeur des affaires européennes et internationales
- Monsieur le chef du service des politiques support et des systèmes d'information
- Madame la chef du service des affaires financières
- Madame la chef du service du pilotage et de l'évolution des services
- Monsieur le chef du service de défense de sécurité et d'intelligence économique

Copie pour information :

- MAAPRAT
- MEIE
- SG-Service du pilotage et de l'évolution des services
- SG-Direction des affaires juridiques
- SG/DRH/SGP/EMC et ATET
- SG/DRH/CGRH/CGRH1 et CGRH2
- SG/DRH/SEC/GREC/GREC2
- SG/SPSSI/SIAS